

ASSEMBLÉE NATIONALE

26 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-1198

présenté par

M. Maudet, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	0	0
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	0	0
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	10 000 000
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges	0	0
Budget supplémentaire pour permettre aux cantines scolaires de se fournir en viande 100% française (<i>ligne nouvelle</i>)	10 000 000	0
TOTAUX	10 000 000	10 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe LFI-NUPES vise à ce que la viande servie dans les établissements dépendant des collectivités territoriales soit 100% française.

Déléguer notre alimentation est une folie disait le Président lors de la crise du Covid. Mais ce dernier ne semble pas retenir les leçons du passé, et son discours évolue en faveur du traité de libre-échange Mercosur depuis quelques mois. Ce traité de libre-échange est une catastrophe pour nos éleveurs, notre environnement, notre santé, notre démocratie.

Par ce nouveau traité de libre-échange, il s'agit de la suppression pure et simple de 90% des droits de douanes sur certains échanges entre les pays du Mercosur et l'Union européenne. Notamment sur des tonnes de bœuf ou des tonnes de volailles. Soit la mise en compétitivité intenable pour des denrées que nous produisons déjà, et alors même que les éleveurs font déjà face à de grandes difficultés. Une vaste partie d'entre eux s'enfoncent dans la pauvreté. Tous les jours nous faisons déjà le triste décompte de suicides de nos agriculteurs qui ne s'en sortent plus.

Pour protéger nos agriculteurs, protéger notre production locale de viande nous devons leur garantir un débouché sûr à la vente de leur production, notamment grâce à cet amendement qui vise à ce que la viande servie dans les établissements dépendant des collectivités territoriales soit 100% française.

Pour être recevable, cet amendement procède au mouvement de crédits suivants :

- Il minore de 10 millions d'euros en AE et en CP de l'action 01 Allègements de cotisations et contributions sociales du programme 381 Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)
- Il abonde de 10 millions d'euros en AE et en CP un nouveau programme intitulé « Budget supplémentaire pour permettre aux cantines scolaires de se fournir en viande 100% française ».

Il s'agit ici d'un amendement d'appel, la somme ne pouvant être suffisante pour atteindre l'objectif décrit dans l'amendement. Nous appelons le Gouvernement à lever le gage.